

Luxembourg, le 21 mars 2022

Augmentation des prix : soutenir de manière ciblée les jeunes et les ménages à faible revenu !

Les prix augmentent actuellement comme ils ne l'ont pas fait depuis longtemps. Les moteurs de l'inflation sont avant tout les prix de l'énergie, d'abord alimentés par la reprise économique et maintenant aussi par la guerre en Ukraine. Ce sont surtout les prix du gaz naturel et des produits pétroliers qui ont augmenté ces derniers mois. Entre-temps, les prix des denrées alimentaires augmentent également, notamment en raison de la guerre en Ukraine, car celle-ci est l'un des plus grands producteurs et exportateurs de blé au monde.

Dans ses dernières prévisions, le STATEC table sur une inflation annuelle qui pourrait atteindre 4,8 % en 2022, les effets de la guerre en Ukraine n'ayant pas encore été entièrement pris en compte.ⁱ

La hausse des prix pèse évidemment sur les citoyen-ne-s. L'augmentation des coûts des nécessités de base comme le chauffage et l'alimentation touche en premier lieu les ménages à faibles revenus, qui ne peuvent souvent pas faire face aux coûts supplémentaires. **De nombreux jeunes, dont ceux qui viennent de commencer leur carrière professionnelle et aussi les étudiants, sont également concernés.** Le revenu moyen des moins de 30 ans au Luxembourg est d'environ 2 600€ par mois, contre une moyenne générale de 5 700€.ⁱⁱ

Le gouvernement a déjà mis en place un paquet d'aides, dont notamment l'extension de l'allocation de vie chère ("Allocation de vie chère") et une allocation énergétique ciblée. Toutefois, compte tenu des tendances inflationnistes accrues actuelles, des mesures supplémentaires s'imposent.

En vue de la « tripartite », lors de laquelle le gouvernement veut décider de nouvelles mesures ensemble avec les représentants des travailleurs et des employeurs, **nous revendiquons en tant que déi jonk gréng :**

1. Pas de subvention pour les carburants, car cela correspond à une redistribution du bas vers le haut !

Face à la flambée des prix de l'essence et du diesel, certains, dont le principal parti d'opposition et les représentants des travailleurs, demandent au gouvernement d'introduire un frein aux prix ou de plafonner les prix, ce qui reviendrait à subventionner une réduction des prix des carburants. **Or, une telle mesure serait erronée pour plusieurs raisons.**

Premièrement, un frein au prix à la pompe serait socialement injuste. Les chiffres du STATEC montrent que les ménages à revenus élevés dépensent en moyenne beaucoup plus d'argent pour l'essence que les ménages à faibles revenus. Parallèlement, ce sont les personnes à faible revenu qui souffrent le plus de la hausse des prix, car les dépenses en carburant représentent une part nettement plus importante de leur revenu total.ⁱⁱⁱ **Cela signifie que ceux et celles qui ont des revenus plus élevés profiteraient le plus d'une subvention à la pompe, qui serait d'ailleurs financée par tous les contribuables. Cela correspondrait donc à une redistribution du bas vers le haut.**

Deuxièmement, une subvention des carburants enverrait de mauvais signaux aux consommateurs et aux consommatrices. En effet, une baisse subventionnée des prix entraînerait une hausse de la demande, ce qui serait non seulement erroné du point de vue climatique, mais aurait également un effet accélérateur sur la croissance des prix.

Troisièmement, un frein au prix de l'essence serait très coûteux pour l'État, sans garantir que les ménages qui rencontrent effectivement des difficultés financières soient suffisamment soutenus. Une réduction de 15 centimes d'euros des droits d'accise sur le diesel et l'essence pendant quatre mois, comme cela a déjà été décidé en France, coûterait selon nos calculs environ 80 millions d'euros à l'État. Les personnes qui souffrent le plus de la hausse des prix ne seraient alors que partiellement aidées, car les prix resteraient malgré tout nettement supérieurs à la moyenne des dernières années.

2. Des mesures ciblées pour les jeunes salarié-e-s, les étudiant-e-s et les ménages à faibles revenus

Au lieu d'agir sur les prix et de soutenir ainsi principalement les personnes qui gagnent bien leur vie, l'État devrait fournir une aide financière supplémentaire ciblée aux ménages à faible revenu, dont font partie de nombreux jeunes. Nous demandons :

- **Augmentation substantielle du crédit d'impôt pour salariés.**^{iv} Les citoyen-ne-s dont le revenu annuel n'excède pas 40.000 euros bénéficieraient ainsi d'un soutien rapide et simple, puisque le crédit d'impôt est additionné mensuellement sur leur salaire. Pour les revenus compris entre 40.000 et 80.000 euros, le crédit d'impôt diminue de manière régressive.
- **Augmentation du crédit d'impôt salaire social minimum et du crédit d'impôt monoparental.** Ces groupes de la population sont particulièrement affectés par le risque de pauvreté et souffrent donc le plus de la hausse des prix. Pour les familles monoparentales, par exemple, le risque de pauvreté est de près de 59%.
- **Réindexation de l'allocation de vie chère.** Cette allocation ayant déjà été augmentée, la réindexation permettrait de garantir que son montant reste adéquat face à la hausse de l'inflation.

- **Aide supplémentaire pour les étudiant-e-s.** Les étudiant-e-s ne bénéficient pas des crédits d'impôt susmentionnés et n'ont pas droit à l'allocation de vie chère s'ils perçoivent déjà une aide financière de l'État (AideFi, anciennement "CEDIES"). Malgré cela, ils sont également touchés par la hausse des prix, surtout s'ils ne vivent plus chez leurs parents. Le gouvernement devrait donc mettre en place une aide socialement ciblée pour les étudiant-e-s, par exemple dans le cadre de l'aide financière pour études.

Ne retombons pas dans de vieux schémas !

Avec la guerre en Ukraine, la crise climatique et de nombreux autres défis, nous nous trouvons actuellement dans une situation difficile. Ces crises ont des répercussions importantes et y faire face exige que nous soyons prêts à emprunter de nouvelles voies et à promouvoir une transformation en profondeur de notre économie.

Face à la hausse des prix de l'essence, il ne faut donc pas commettre l'erreur de retomber dans de vieux schémas. **Il serait dépassé de continuer à maintenir les énergies fossiles en vie à l'aide de subventions publiques.** Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, ce sont des mesures de soutien ciblées pour ceux qui en ont réellement besoin, afin d'éviter des répercussions désastreuses au niveau social.

En même temps, face à la crise climatique et à la dépendance vis-à-vis des autocraties, nous devons renoncer aux énergies fossiles. Il faut accélérer davantage le virage vers les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et l'économie circulaire. **Voilà pourquoi, au lieu de subventionner le transport individuel fossile en freinant le prix des carburants, l'énergie politique devrait être concentrée, en plus d'un soutien socialement ciblé, sur le passage à des alternatives durables.**

ⁱ STATEC (2022), Analyses 1-2022, Projections macroéconomiques à moyen terme 2022-2026, <https://statistiques.public.lu/catalogue-publications/analyses/2022/PDF-Analyses-01-2022.pdf>

ⁱⁱ STATEC (2021), Analyses 5-2021, Rapport travail et cohésion sociale, <https://statistiques.public.lu/catalogue-publications/analyses/2021/PDF-Analyses-05-2021.pdf>

ⁱⁱⁱ STATEC (2019) Regard N°16, <https://statistiques.public.lu/catalogue-publications/regards/2019/PDF-16-2019.pdf>

^{iv} Afin que les personnes retraitées et les indépendant-e-s soient aussi soutenu-e-s, le crédit d'impôt pour indépendants et le crédit d'impôt pour pensionnés devraient aussi être revus à la hausse.